

« Le peuple considère que ses représentants ont failli »

CRISES Gilets jaunes, climat, gouvernement : l'analyse de Vincent de Coorebyter

► Pour le professeur de Coorebyter (ULB), le système est à bout de souffle face aux problèmes majeurs. ► Des citoyens ont donc décidé de descendre dans la rue et d'imposer la démocratie directe.

ENTRETIEN

Gilets jaunes, mobilisation pour le climat, crise politique autour de la migration : l'automne est pour le moins tempétueux. La simultanéité des dossiers relève-t-elle de la coïncidence ou quelque rationalité est-elle à l'œuvre ? Nous avons interrogé Vincent de Coorebyter, titulaire de la chaire de Philosophie sociale et politique contemporaine de l'ULB.

Comment interprétez-vous la phase de turbulences actuelle ?

Les thèmes sont indépendants les uns des autres. Les gilets jaunes, c'est une problématique essentiellement sociale. Le climat, c'est clairement autre chose. Et la crise gouvernementale repose sur la question des migrations. Social, environnement, migrations : ce sont, pour moi, les trois grandes thématiques dont les gouvernements n'arrivent pas à se défendre. J'ajouterai aussi dans cette lignée le mouvement #Me too.

Le point commun des quatre thématiques est qu'elles mobilisent de manière spontanée et éruptive des fragments de la population qui ont en commun de dire : « Ça suffit ! Cela fait trop longtemps qu'on souffre et que les politiques ne l'entendent pas ou ne le voient pas ». L'élément transversal, c'est donc que, de toute évidence, le système démocratique ne fonctionne pas et qu'il faut que les citoyens im-

posent leur voix par ce qui devient une forme de démocratie directe.

Or, dans notre système, le peuple n'a pas le pouvoir...

Nous sommes dans un système de démocratie dite « représentative » où le peuple doit choisir ses dirigeants, puis doit leur faire confiance pour qu'ils accomplissent leur programme. On n'est pas censé voir le peuple descendre dans la rue pour faire la loi. Mais une partie du peuple reprend sa souveraineté en main car elle considère que les représentants ont failli.

Le schéma démocratique tel qu'on le connaît est donc menacé...

Très clairement. Et d'autant plus que les politiques sont loin d'être les seuls à être mis en cause. Ce sont toutes les fonctions de représentation, d'expertise, d'autorité qui sont de plus en plus discréditées : le monde politique, la justice, la science, la presse, les économistes, tous « complices du système »... L'idée même qu'un expert s'exprime est contestée aujourd'hui au profit d'un retour à la souveraineté populaire.

Le système donne l'impression d'être grippé...

Pour ne pas dire à bout de souffle. Le système ne fonctionne pas de manière assez rapide, assez lisible et efficace au regard de l'ampleur et de l'urgence des enjeux. On ne trouve pas de solutions un tant soit peu définitives ou rassurantes et cela pose un problème d'efficacité. Cela dit, les citoyens ont une part de responsabilité dans le retard des décisions puisqu'ils n'ont pas posé électoralement les choix qui auraient permis certaines réorientations qui maintenant paraissent urgentes. Le peuple a aussi ses complications et ses ambiva-

lences. Le système dans son ensemble montre une incapacité à régler des problèmes aussi lourds.

La situation semble bien plus sérieuse encore en France...

Il existe là-bas, effectivement, un sentiment d'échec sur la question des inégalités, du pouvoir d'achat, de l'ascenseur social, des revenus, des privilèges... On paie aujourd'hui, dans la sensibilité d'une partie de l'opinion, l'échec de tous les politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis Mitterrand et le « tournant de la rigueur » de 1983. Macron était censé faire du « et en même temps » et fait du libéralisme qui tire plus vers la droite que vers la

gauche. Le bilan du monde politique français paraît calamiteux pour ceux qui sont dans la rue, et personne n'incarne une espérance pour 2022. Il est donc logique que ça se passe ainsi dans un pays structurellement hypersensible à la question de l'inégalité, qui a toujours connu des révolutions égalitaristes en réaction à un système social très vertical. La mémoire populaire conserve le souvenir des vexations antérieures.

La frustration vient de loin...

Les fondamentaux des gilets jaunes sont là depuis le tournant néolibéral des années 70-80. Ce sont 40 ans d'histoire au cours desquels on parle compétitivité, mondialisation, dérégulation, libéralisation, mise en concurrence des entreprises et des travailleurs à l'échelle de l'Europe et du monde, doute sur la capacité de financer la sécurité sociale, restriction des conditions d'accès aux allocations de chômage, flexibilité, multiplication des contrats courts ou temporaires...

Tout cela explique que le mouvement a aussi pris en Belgique. La différence majeure, c'est qu'en France on croit encore à la puissance de l'État et à sa responsabilité. Le coupable et la solution, c'est Macron. En Belgique on n'a pas cette capacité de croire qu'un homme est la clé de tout. On n'a pas la même culture de l'autorité de l'État, de la verticalité du pouvoir.

Peut-on lier le phénomène des gilets jaunes aux succès du Brexit, de Salvini ou de Trump ?

Il y a au moins deux points communs. D'abord, l'impression d'une politique de classe dont il faut renverser la logique. Les riches ont voté pour Trump, mais ce type de personnage ne remporte la mise que s'il vient s'ajouter une masse populaire à son électoral de base. En observant la carte électorale de Trump ou du Brexit, on observe que les territoires où les forces sont à l'œuvre sont similaires aux territoires des gilets jaunes en France : modestes, plus ou moins pauvres, oubliés, dans la mauvaise portion du pays.

Le deuxième point commun, c'est le fait qu'on est heureux d'entendre un responsable politique dire qu'une autre politique est possible, qu'on va envoyer valser les accords ou les normes qui lient les gouvernements. C'est une autre musique, qui donne à certains l'envie d'essayer. Cela restera agissant tant qu'il n'y aura pas une autre offre politique - laquelle pourrait très bien être ultraclassique. Si les partis de gauche renouaient avec leurs racines, cela pourrait changer la donne. La question, c'est la capacité des responsables, notamment européens, à admettre qu'ils ont pris des directions qui ne sont pas les meilleures. ■

Propos recueillis par
MAXIME BIERMÉ
WILLIAM BURTON

LE PACTE MIGRATOIRE**« Il n'y a que le Belang qui ait quoi que ce soit à gagner »**

La crise politique belge est-elle, d'une quelconque manière, liée au climat social actuel ?

Pour moi, il n'y a aucun lien avec les gilets jaunes. Mais on peut souligner l'importance des enjeux entremêlés dans les discours populistes. En Belgique, il y a des personnes, du côté francophone, qui n'ont aucune raison d'admirer la N-VA mais qui sont sur sa ligne et le font savoir : « Les autres sont occupés à ouvrir la Belgique à tous les vents » ou « les étrangers vont dominer notre société ». Cette sensibilité existe en Belgique francophone même si elle n'a pas de parti puissant qui peut la porter. Cette inquiétude est là. Cette crise, c'est le pire de la politique politicienne ?

C'est ce que la population ne supporte plus d'entendre et de voir. Cette crise lui paraît d'un artifice complet. Ce pacte semble être un texte honorable mais personne ne parvient à expliquer en quoi il est vital de l'adopter... Le spectacle qui est donné est de nature à renforcer une certaine colère : « Pendant qu'on est dans la rue, voici à quoi ils passent leur temps. » L'enjeu est important pour une partie de l'opinion, mais la manière dont la crise se déroule sera portée au débit du fonctionnement du monde politique. On a l'impression d'un jeu dont les acteurs ne maîtrisent plus les règles. Personne ne parvient à dire si c'est un mauvais cap à passer pour un gouvernement, ou si c'est l'annonce d'une chute ou d'élections anticipées. Il ne faut pas être politologue pour se rendre compte qu'il se passe quelque chose d'anormal.

La N-VA a-t-elle commis sa première grosse erreur stratégique ?

On ne le verra qu'au moment où on votera, mais je ne vois pas ce qu'elle peut gagner dans cette aventure. Il n'y a que le Belang qui ait quoi que ce soit à gagner à cette situation. La N-VA va avoir du mal à préserver son image de sérieux, de bonne gestion et de clarté.

Où alors elle dramatise les choses et pose le problème en termes d'enjeu civilisationnel...

Oui, c'est son discours habituel. Mais alors, pourquoi ne pas avoir refusé le pacte d'emblée ? Toute cette séquence est incompréhensible. C'est inédit de voir le premier parti du pays qui découvre tardivement qu'il a un problème avec un texte, qui fait ce qu'il peut pour convaincre ses partenaires, n'y arrive pas, et en pratique dit qu'il ne s'y associe pas mais que tout va bien et qu'on poursuit...